

Le G. Q. G. au château de Compiègne et la conduite de la guerre (4 avril 1917 - 25 mars 1918)

Michel DICHARD

I) Le G.Q.G.

Définition

Le décret de décembre 1913, portant organisation des armées en campagne, partageait le territoire en deux zones :

- la zone des armées (il s'agissait du front nord et nord-est), sous l'autorité du commandant en chef et de son Grand Quartier Général (G.Q.G.) ;

- la zone de l'intérieur, sous celle du ministre de la guerre et de l'état-major de l'armée.

On peut dire, en simplifiant, que l'Etat-major préparait la guerre et que le G.Q.G. la conduisait.

Comment ? En préparant les décisions du général en chef et en les traduisant en directives ou en ordres d'exécution, à l'usage des grands subordonnés (géné-

Cette conférence fait suite à celle, prononcée en décembre dernier, par Madame la conservatrice Elisabeth Caude et poursuit le même objectif : apporter des informations complémentaires, pour mieux vous faire profiter de la magnifique exposition présentée actuellement au Château par ses soins, sous le titre : "*Le Château dans la tourmente de la Grande Guerre*".

Parler du Grand Quartier Général (G.Q.G.) et de la conduite de la guerre, implique que l'on définisse au préalable cet organisme, sa structure, son fonctionnement, ce qui fera l'objet de ma première partie. La deuxième traitera de la conduite de la guerre elle-même, en la période où le G.Q.G. fut installé au château

de Compiègne : pour le haut commandement, après avril 1917, il s'agissait d'abord de mener une offensive décisive ; à défaut, il faudrait se résigner à subir momentanément la volonté de l'adversaire, en préparant des jours meilleurs. Compte tenu du temps dont je dispose, j'ai choisi d'insister sur deux points :

- les conséquences de l'échec de Nivelles, en particulier les mutineries ;

- les mesures prises par Pétain pour faire la guerre "autrement".

Il reste un dernier point incontournable, la question du commandement unique interallié : comme il s'en est fallu d'un jour pour qu'il ne soit décidé à Compiègne, je me devais de l'aborder, dans une troisième et courte partie.

raux commandants de groupes d'armées et d'armées). Mais il devait également assurer les liaisons avec les autorités politiques (Président de la République, gouvernement, Parlement) et militaires (Ministère de la guerre, armées alliées), avec l'administration civile, la presse etc. C'était un énorme organisme, dont la taille n'a fait que grossir avec la durée du conflit.

Une fiche du 1er bureau (organisation et personnels) révèle ceci :

- Tableau d'effectifs initial : 123 officiers 1664 sous-officiers et soldats.

- En janvier 1917 : 305 officiers ; 2272 sous-officiers et soldats !

L'organisation du G.Q.G.

Le G.Q.G. était placé sous les ordres directs du général Major général, adjoint du Général commandant en chef. Il était assisté d'un certain nombre d'Aides-Majors généraux (on dirait aujourd'hui sous-chefs d'état-major), ayant délégation de signature du commandant en chef et coordonnaient le travail des différents bureaux et services, selon une répartition qui a varié au cours de la guerre, en fonction des besoins ou des priorités.

Ainsi, au début du conflit, il y avait trois Aides-Majors généraux : le premier chargé du personnel et du matériel ; le deuxième des opérations (B 2 et B 3) ; le troisième de la direction de l'arrière.

Au début de 1917, apparut un quatrième Aide-Major général, car les fonctions Renseignements (B 2) et Opérations (B 3) avaient été séparées (cf. tableau ci-contre).

Le 4 juillet 1917, des changements de structures apparurent, portant la marque du nouveau général en chef Philippe Pétain (cf. tableau p. 38) :

- L'Aide-Major général chargé des "renseignements et missions

403962

A partir du 1^{er} janvier 1917, la répartition du service
au GRAND QUARTIER GÉNÉRAL sera assurée conformément
au tableau ci-dessous

MAJOR GÉNÉRAL

D. de l'ancien p. v. a 1914

AIDE-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION ET DU MATÉRIEL	AIDE-MAJOR GÉNÉRAL DES RENSEIGNEMENTS ET MISSIONS ALLIÉES	AIDE-MAJOR GÉNÉRAL DES OPÉRATIONS	AIDE-MAJOR GÉNÉRAL DE L'ARRIÈRE	
a/ Personnel.	a/ 2 ^e Bureau pour tous les théâtres d'opérations.	c/ 3 ^e Bureau.	a/ Direction de l'Arrière	a/ Information.
b/ Commandement du G. Q. G.	b/ Section de Renseignements.	b/ Télégraphie (1)	b/ Services.	b/ Rapports avec les administrations civiles.
c/ Courrier.	c/ Service cartographique.	c/ Aviation (1)	- Inlem danger - Mal ? NON - Santé - Transport - Paix	→ bap + laud
d/ 1 ^{er} Bureau. Y compris les questions d'organisation et de matériel intéressant les Armées alliées.	d/ Chiffre.			
e/ Télégraphie	e/ Relations avec les Armées des T. O. E., autres que pour le matériel.			
f/ Aviation.	f/ Officiers alliés.			

(1) Les feuillets du personnel de la Télégraphie et de l'Aviation sont conservés par l'Aide-Major Général des opérations.

Le 1^{er} janvier 1917.
LE MAJOR GÉNÉRAL,

alliées" disparut, remplacé par un Aide-Major chargé essentiellement de l'aéronautique, ce qui traduisait la place que le haut commandement accordait désormais à l'aviation.

- Celui qui était chargé des opérations eut de nouveau sous ses ordres les 2^e et 3^e bureaux, ainsi que les relations avec les officiers alliés. Un autre Aide-Major général ne se justifiant pas, un Bureau des Services Spéciaux regroupa diverses fonctions : sûreté, contrôle postal, affaires politiques, relations avec les administrations civiles, information et chiffre.

Le 20 juillet, le service d'information - qui avait quitté la coupe du ministère (E.M.A.) depuis mai - fut directement placé sous les ordres du chef de cabinet, tous les articles importants devant recevoir son approbation. Comment ne pas voir là "l'écho direct des mutineries et

l'importance capitale qu'avaient pris le moral et les questions politiques" ? (1)

La dernière modification importante concernant l'organisation du G.Q.G. fut la création, en février 1918, du poste d'Aide-Major général chargé du Service de Santé. On peut s'étonner d'une création si tardive...

Emplacements du G.Q.G.

Compiègne fut le septième.

A la guerre de mouvement, entre août et novembre 1914, correspondirent quatre emplacements éphémères. Quand le front se stabilisa, Joffre s'installa à Chantilly à partir du 29 novembre 1914. Le G.Q.G. y resta jusqu'au 10 janvier 1917. A cette date, Nivelles, qui venait de succéder à Joffre, décida de se rapprocher de Haig, le commandant en chef anglais (dont le P.C. était à Dury, au sud d'Amiens) en

offensives futures ; il choisit d'abord Beauvais.

Mais les locaux d'accueil de l'institut agronomique furent vite jugés insuffisants pour faire fonctionner l'énorme état-major et les services qui lui étaient directement rattachés.

Le G. Q.G. à Compiègne :

Le G.Q.G. s'installa à Compiègne à partir du 4 avril, occupant principalement (mais pas totalement ni uniquement) le château. Différents services étaient en ville, soit dans des quartiers militaires (Bourcier surtout), soit en des villas ou des garages réquisitionnés. L'Artillerie était à Pierrefonds. A noter la présence des correspondants de guerre alliés à Royallieu (Bayser), mais leurs homologues français occupaient le château d'Offémont, à 25 km de là....

Quand l'offensive allemande de mars 1918 et son développement rapide firent peser une trop grave menace sur Compiègne, le major général prescrivit des mesures de dispersion. La permanence du commandement, réduit à ses éléments essentiels, fonc-

tionna quelques heures à la villa Chabot, au 94 du boulevard Gambetta. Le G.Q.G fut évacué définitivement le 25 mars pour Provins, son dernier emplacement jusqu'à la fin de la guerre.

Installation et fonctionnement :

Comme Madame la conservatrice, je regrette l'absence d'archives permettant de savoir exactement comment les bureaux du G.Q.G s'étaient installés dans les différentes pièces du château. Il faut se contenter d'évocations plus ou moins précises, glanées dans les souvenirs des témoins : Serrigny, Laure, Zeller, Pierrefeu. Ce dernier, journaliste déjà réputé, fut affecté comme officier de réserve à la rédaction du bulletin quotidien. C'était un observateur attentif, souvent pertinent, mais Serrigny lui reprocha de vouloir jouer les Saint-Simon...

Les photos du bureau du général Pétain qui sont exposées méritent quelques informations complémentaires, tirées de ces témoignages :

- le premier provient des souvenirs du colonel de Serrigny :

"Dans le bureau du général, je fis installer par notre cartographe ordinaire, le capitaine Vogt, une carte du front au 1/200000ème, ainsi qu'une carte d'usure des unités ennemies et alliées de mon invention (j'avais eu l'idée de cet instrument de travail au G.A. Centre) ; chaque Division y était indiquée à sa place, reliée par une flèche mobile dont la couleur variait selon que l'unité était fraîche, fatiguée ou en période d'usure. Je complétais un peu plus tard cette documentation par un graphique quotidien permettant de suivre l'usure dans le temps et non plus dans l'espace" (2).

(Sur une photographie, le graphique est dévoilé, alors qu'il est caché sur celle d'en bas !)

Le second témoignage, émanant du colonel Zeller (alors chef du 3° bureau), décrit le rapport quotidien :

"Toutes les journées commençaient par une assemblée relativement matinale que le général présidait à 7 heures précises...Ce rapport quotidien réunissait une



douzaine environ de personnages (3) ... Pétain étant laconique, la séance se prolongeait rarement au-delà d'une demi-heure... Chez Pétain le sourire était aussi exceptionnel que la colère... Dans cette assemblée où les idées et les ordres s'échangeaient de façon discrète, presque à voix basse, le lieutenant-colonel Cointet (4) arrivait cependant à mettre parfois une note d'humour" (5).

A défaut de connaître la vie quotidienne au G.Q.G., ce qui nous importe maintenant, est de savoir comment il conduisit la guerre en la période avril 1917 - mars 1918.

II) La conduite de la guerre

J'évoquerai successivement :

- les conséquences de l'échec de l'offensive de Nivelles ;
- la crise des mutineries ;
- les directives de Pétain pour faire la guerre "autrement".

L'échec de l'offensive au Chemin des Dames et ses conséquences

Le "Chemin des Dames" est une expression commode mais restrictive pour situer les offensives françaises de l'Aisne et de Champagne au printemps 1917 (cf. carte N° 2).

L'offensive ne fut définitivement décidée que le 6 avril, au cours d'un conseil de guerre restreint, tenu en gare de Compiègne, dans le wagon du président Poincaré, à l'initiative de ce dernier.

Exceptionnellement, les commandants de Groupes d'Armée furent conviés et invités à donner leur avis. Ils furent très circonspects, et Pétain carrément hostile. Nivelles supporta difficilement cet "examen de passage" et proposa sa démission. Le gouvernement récemment formé (Ribot, Painlevé) la refusa et confirma

Nivelles dans ses fonctions. Politiques et militaires attendaient beaucoup de cette offensive, beaucoup trop !

Déclenchée le 16 avril à 6 heures, dans des conditions météorologiques très difficiles, l'attaque marqua le pas le soir même. L'illusion d'une brusque percée du front s'effondrait. Nivelles persista pourtant, relançant la guerre d'usure. Mais le pouvoir politique, inquiet, le lâcha finalement.

Pourquoi cet échec ?

Dans la conclusion du rapport d'enquête, établi à la demande du gouvernement, on peut lire la phrase suivante : " Il faut reconnaître que le commandant en chef avait fait le choix d'un terrain extrêmement difficile et qu'il attaquait à fond sur un front de 80 km un ennemi averti, formidablement retranché et disposant de réserves".

Quelques commentaires s'imposent :

- terrain très difficile : il suffit d'y aller pour s'en persuader... A la décharge de Nivelles, il faut reconnaître que ce choix stratégique n'était pas mauvais en soi, la suite devait le montrer ;

- attaque à fond : mais préparation insuffisante, d'autant que le mauvais temps avait beaucoup gêné l'observation aérienne et les tirs d'artillerie, qui s'étaient révélés insuffisants, contre les nids de mitrailleuses en particulier ;

- ennemi averti : et comment ! des documents secrets concernant les dispositifs d'attaque à un haut niveau avaient été pris par les Allemands lors de coups de main en premières lignes. Par ailleurs, à Paris, on parlait un peu trop de la future percée... ;

- formidablement retranché : échelonnement dans la profondeur, en contre-pente vers l'Ailette, sans parler des creutes ... C'est ici qu'apparaissait la supériorité allemande dans l'utilisation du terrain, une des raisons majeures de l'échec ;

- disposant de réserves : en mars le repli des Allemands sur la ligne Arras (exclu) - St Quentin La Fère - Laffaux, leur économisa 15 divisions d'infanterie (cf. carte 1). Nivelles avait estimé inutile d'en tenir compte, mais aussi n'en avait plus eu le temps.

Ainsi, en une seule phrase, un rapport pourtant indulgent à l'égard de Nivelles, résumait à mots couverts les raisons essentielles de son échec.

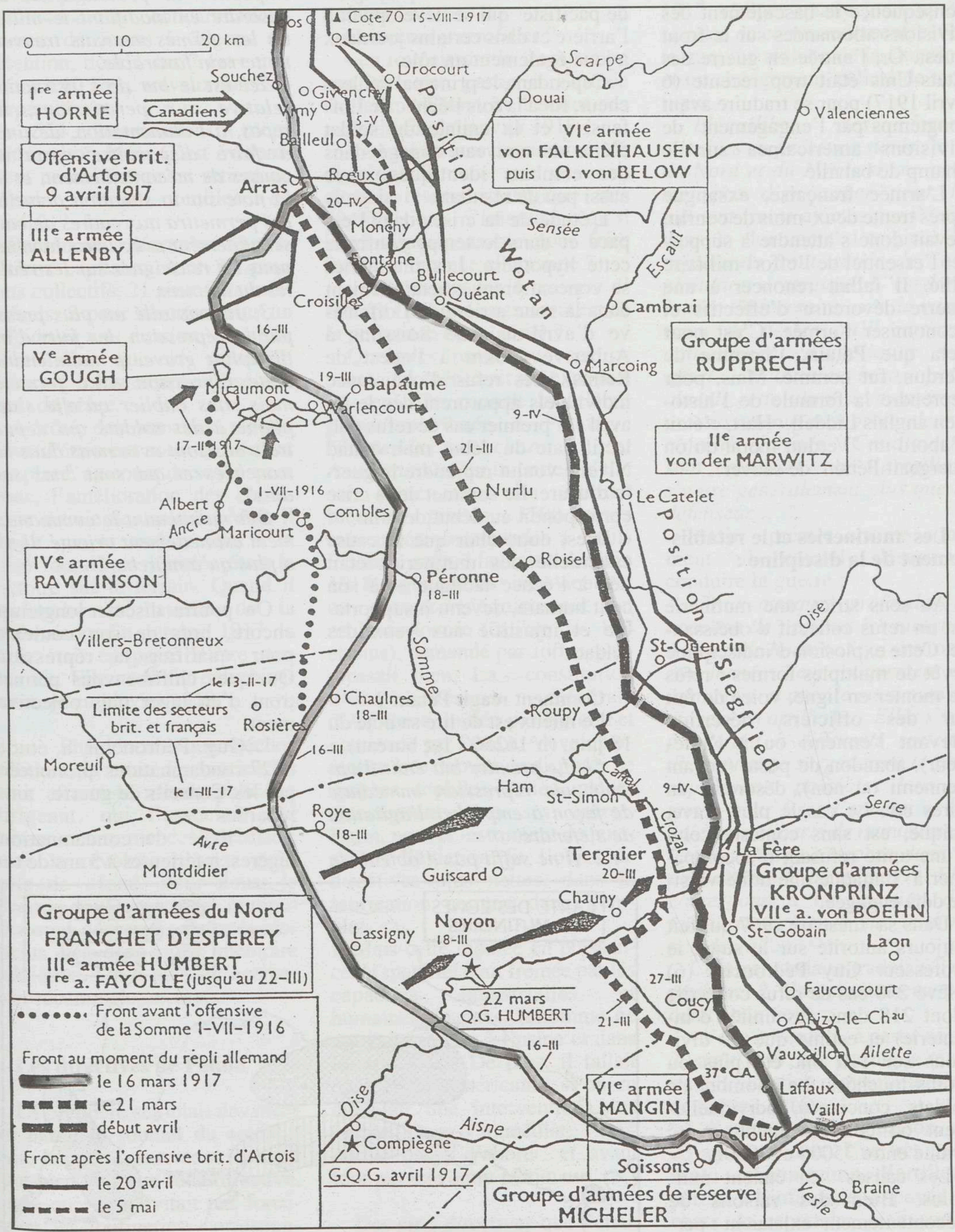
Les conséquences de ce revers allaient sérieusement affecter l'armée française.

La première fut, de manière classique, le changement de général en chef (Moltke, Falkenhayn ou Joffre avaient subi le même sort). Pétain remplaça donc Nivelles le 15 mai. Auparavant, le pouvoir politique avait créé, par un décret du 29 avril, le poste de C.E.M. général de l'armée, "conseiller militaire du gouvernement", confié à Pétain. En faisant contrôler un général par un autre, c'était pour le politique une manière de reprendre l'ascendant sur le militaire, mais aussi accepter le risque de sérieuses frictions, quand Foch remplaça Pétain.

La deuxième conséquence, bien plus grave dans l'immédiat fut une crise majeure d'indiscipline. Le citoyen devenu un soldat quasi - professionnel, discutait le bien fondé d'une certaine forme de guerre et refusait d'obéir.

En troisième lieu, l'échec de l'offensive française incita le général Haig, commandant en chef anglais, à revendiquer une part plus importante dans la conduite de la guerre. En juillet 1917, il devait lancer son armée dans les Flandres, avec les mêmes illusions que Nivelles et guère plus de succès...

Enfin, l'échec français s'inscrivait dans un contexte stratégique global particulièrement incertain : la révolution de février-mars en Russie laissait



Carte 1 : Le repli du front allemand entre Arras et Vailly-sur-Aisne (mars 1917), et l'offensive britannique du 9 avril en Artois.

planer la menace d'une défection de l'armée russe, avec pour conséquence le basculement des divisions allemandes sur le front ouest. Or, l'entrée en guerre des Etats-Unis était trop récente (6 avril 1917) pour se traduire avant longtemps par l'engagement de divisions américaines sur le champ de bataille.

L'armée française, exsangue après trente deux mois de conflit, devait donc s'attendre à supporter l'essentiel de l'effort militaire allié. Il fallait renoncer à une guerre dévoreuse d'effectifs et économiser l'armée. C'est pour cela que Pétain, l'homme de Verdun, fut nommé. Mais, pour reprendre la formule de l'historien anglais Liddell - Hart, c'était d'abord un "Verdun moral qu'on chargeait Pétain de sauver".

Les mutineries et le rétablissement de la discipline :

Au sens strict, une mutinerie est un refus collectif d'obéissance. Cette explosion d'indiscipline revêt de multiples formes : refus de monter en ligne, voies de fait sur des officiers, désertion (devant l'ennemi ou à l'intérieur), abandon de poste (devant l'ennemi ou non), désordres en gares etc. Le cas le plus grave, unique, est sans conteste celui d'une unité refusant d'accompagner à l'attaque une unité voisine déjà engagée.

Dans sa thèse de 1967 qui fait toujours autorité sur le sujet, le professeur Guy Pédroncini (6) relève 250 cas de refus collectifs (dont 218 dans des unités d'infanterie) et estime que 49 divisions sur 110 ont été plus ou moins touchées. Le nombre de soldats concernés, individuellement ou collectivement, a été évalué entre 35000 et 40000.

Les causes en étaient multiples. Bien des raisons de mécontentement existaient : permissions toujours reportées, mauvaises conditions de transport et de repos, cantonnements

médiocres, nourriture insuffisante ou exécrable ... La propagande pacifiste qui se développait à l'arrière et dans certains journaux a joué également un rôle.

Cependant, le principal déclencheur, fut à la fois l'échec de l'offensive et la crainte du soldat d'être de nouveau engagé dans des combats identiques, avec aussi peu de résultats.

L'étude de la crise dans l'espace et dans le temps confirme cette hypothèse. Les mutineries se concentrèrent essentiellement dans la zone arrière de l'offensive d'avril-mai, de Soissons à Auberive (20km à l'ouest de Reims). Les refus d'obéissance individuels apparurent dès le 17 avril ; le premier cas de refus collectif date du début mai, quand Nivelles voulut reprendre la guerre d'usure. Le sommet de la crise correspondit au début de juin.

Il est donc clair que la cause essentielle des mutineries était liée à l'échec tactique et à son coût humain, devenu insupportable et injustifié aux yeux des soldats.

Comment réagit Pétain ?

Le mieux est de lire sa note du 18 juin, (n°16256 / 1er bureau) :

"1. Le premier but était d'obtenir une répression immédiate de façon à empêcher l'agitation de s'étendre.

2. Il ne suffit pas d'obtenir la

répression immédiate. Il faut empêcher la prolongation du désordre en modifiant le milieu où les germes mauvais trouvent un terrain favorable.

Tel est le but de l'instruction relative aux permissions, au repos, à l'alimentation, destinée à faire disparaître certaines causes de mécontentement, et de la note sur la situation actuelle, qui permettra aux cadres de causer utilement avec leurs hommes pour les renseigner sur les réalités du moment.

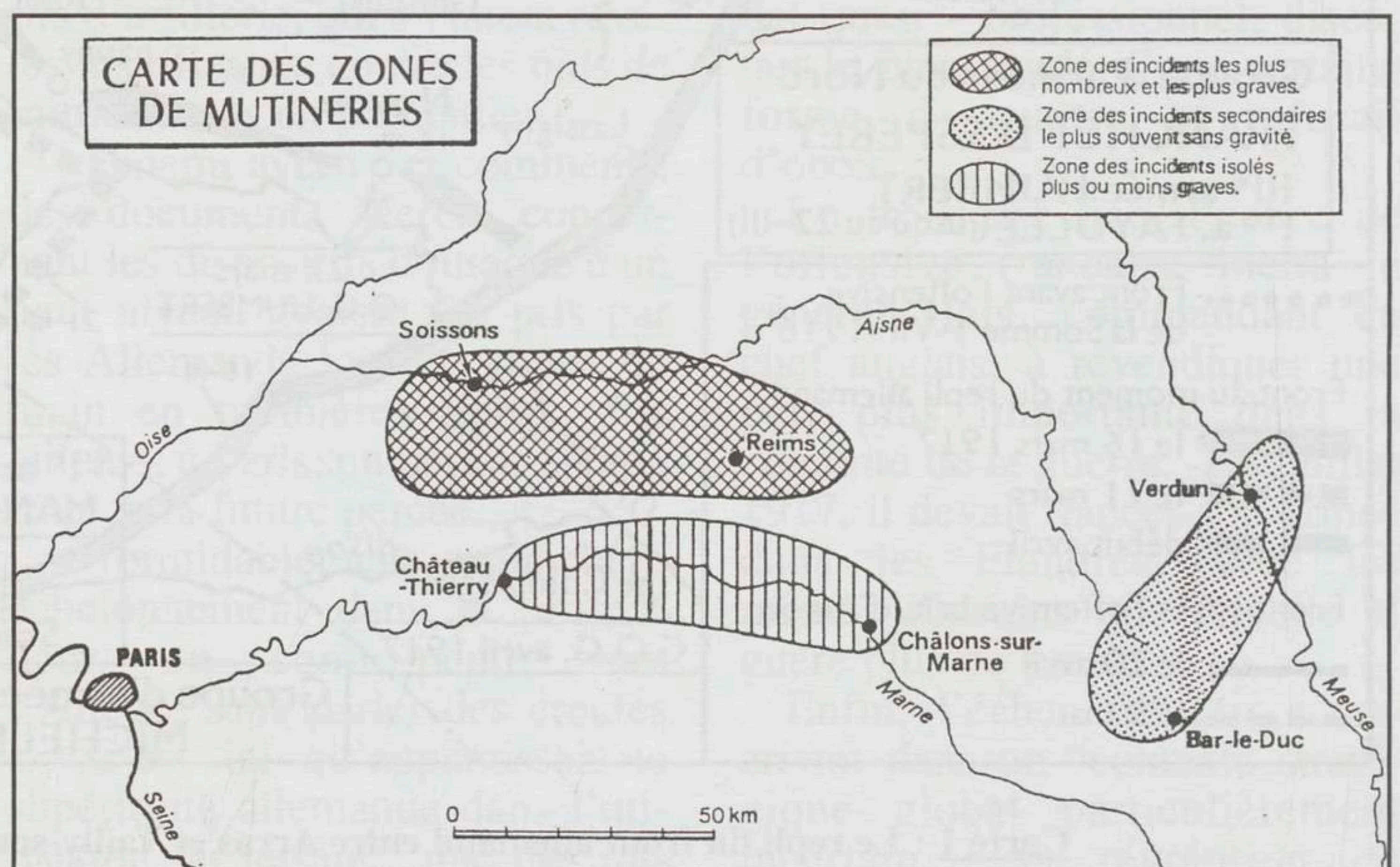
3. Je suis allé au plus pressé par la répression des faits d'indiscipline grave, je maintiendrai cette répression avec fermeté, mais sans oublier qu'elle s'applique à des soldats qui depuis trois ans sont avec nous dans les tranchées et qui sont "nos soldats".

Dés maintenant le commandement est nettement orienté. Il n'y a plus qu'à marcher".

On pourra discuter longtemps encore, hors de son contexte, pour qualifier la répression. Quelques chiffres vous permettront d'en juger plus objectivement.

Guy Pédroncini a étudié 3427 condamnations prononcées par les Conseils de guerre, ainsi réparties :

- 40% de condamnations légères, inférieures à 5 ans de tra-



Carte 2 : d'après G. Pédroncini

vaux forcés, de détention ou de travaux publics ;

- 44% de condamnations graves, de 5 ans à 20 ans de détention, dont 1 sur 7 est supérieure à 10 ans ; travaux forcés à perpétuité ;

- 554 condamnations à mort, soit environ 16%. C'est évidemment ce chiffre qu'on retient en premier. Mais combien de fusillés ?

Pédroncini a dénombré 50 exécutions capitales, dont 27 pour faits collectifs, 21 pour faits individuels, 2 pour meurtre (plus un suicide et une évasion, Moulia). C'est dire que le président Poincaré a largement utilisé son droit de grâce.

A côté des mesures répressives, Pétain eut soin de vérifier sur place, au cours de ses inspections, l'amélioration des conditions de vie des soldats. Mais il savait que le seul remède à la crise morale de l'armée était la victoire sur le terrain. Quand il déclencha la bataille de la Malmaison, fin octobre 1917, la crise était en passe d'être surmontée. Elle ne le fut définitivement qu'en janvier 1918.

Plus encore que l'échec militaire, la crise des mutineries avait affecté le monde politique dirigeant, qui l'associait aux grèves et aux menées pacifistes, avec la révolution russe pour toile de fond. Pour nous, le Chemin des Dames et les mutineries sont désormais deux événements liés dans notre mémoire collective. On a pu s'en apercevoir récemment encore...

Les directives de Pétain

La première semblait devancer en partie le souhait du soldat : faire la guerre autrement. Mais il faut bien voir que cette directive, outre qu'elle n'évitait pas forcément les mutineries, correspondait d'abord à une impérieuse nécessité : économiser les effectifs. Les besoins estimés pour

1918 faisaient en effet apparaître un déficit d'au moins 250 000 hommes.

Comment y remédier ?

- en rétrécissant le front, en en confiant une partie à l'armée anglaise ? Pétain ne l'obtint pas avant la fin de janvier 1918 ;

- en réduisant le nombre de divisions ? mais que devenait alors la réserve stratégique des 40 Divisions d'Infanterie, qu'il jugeait indispensable pour faire face à la menace allemande ?

- en compensant le manque d'effectifs par une augmentation de la puissance du matériel ?

Quelques remarques sur ce point, qui mériterait un exposé à lui seul. On connaît la célèbre phrase attribuée à Pétain : "J'attends les chars et les Américains". Peu importe qu'elle soit authentique, elle résumait bien sa pensée. 3500 chars avaient été commandés à Louis Renault, mais il faut attendre juin 1918 pour qu'ils interviennent en masse. L'équipement en artillerie lourde (calibre de 150 et plus), demandé par Joffre, progressait bien. La constitution d'une Réserve Générale d'Artillerie, initiée par Nivelles et continuée par Pétain, devait permettre à ce dernier de disposer de moyens mobiles variés, placés directement sous ses ordres. Enfin, nouvel instrument de puissance, l'aviation fit l'objet de directives plus nettes, dans la fabrication comme dans l'emploi.

Mais cette montée en puissance du matériel était freinée par les capacités industrielles et humaines du pays. L'homme ne pouvait pas être à l'usine et dans les tranchées. De plus, il fallait équiper les Américains, si on en attendait une intervention plus rapide. Dans l'immédiat, l'économie passa d'abord et avant tout par une autre tactique.

Des cinq directives que Pétain donna à ses généraux commandant les groupes d'armées et les armées, j'évoquerai essentielle-

ment la première et la quatrième.

La directive n° 1 du 19 mai 1917, rédigée quatre jours après sa prise de commandement, révèle une vue réaliste de la situation et un changement radical de tactique :

"L'équilibre des forces adverses en présence sur le front du Nord et du Nord-est ne permet pas d'envisager pour le moment (mots ajoutés par Pétain dans le document d'origine) la rupture du front, suivie de l'exploitation stratégique. C'est donc à user l'adversaire avec le minimum de pertes qu'il importe actuellement d'appliquer son effort ... Point n'est besoin pour obtenir cette usure de monter de grosses attaques en profondeur à objectifs éloignés... Ces attaques sont coûteuses, car l'assaillant s'y use généralement plus que le défenseur ..."

Pétain précise ensuite comment il entend désormais conduire la guerre :

"Aux attaques profondes, il convient de préférer les attaques à objectifs limités... (qui devront) être menées économiquement en infanterie et avec le maximum de moyens en artillerie... Elles s'appliqueront à différents secteurs du front et se succéderont le plus rapidement possible dans le temps pour fixer l'ennemi et lui enlever sa liberté de manœuvre... Cette conduite s'impose dans la phase actuelle de la guerre. Elle correspond à la situation des forces en présence sur le front occidental".

Comment cela se traduisit-il en pratique ? Essentiellement par deux opérations :

- l'une à Verdun, à partir du 20 août 1917, qui permit de revenir à la situation d'avant l'attaque de février 1916 ;

- l'autre à La Malmaison, du 23 au 26 octobre. Une très puissante concentration d'artillerie permit à l'infanterie, appuyée de chars de reprendre pied sur le rebord ouest du Chemin des Dames, entraînant son abandon progressif par les Allemands.

Ces succès offensifs, volontairement limités dans le temps et l'espace, obtenus dans des lieux hautement symboliques avec des pertes réduites, redonnèrent ainsi confiance à une armée convalescente.

La directive n° 2 du 20 juin était à bien des égards complémentaire de la précédente. Pétain constate que : *"les dernières opérations ont montré une fois de plus que le rendement d'une troupe varie considérablement avec son degré d'instruction (s. e. tactique)*. Il veut donc obtenir par l'instruction, *"d'une part une liaison toujours plus intime avec les autres armes (artillerie et aviation en particulier), d'autre part une meilleure conduite de la bataille..."*. Cette longue directive procède alors à une étude détaillée des conditions d'instruction de l'infanterie à l'échelon de la division, du corps d'armée et de l'armée. Elle insiste surtout sur les moyens d'obtenir une meilleure coordination entre infanterie et artillerie. Sa mise en œuvre rencontra maintes difficultés. Ce n'était rien à côté de la suivante !

La directive n°4 et la tactique défensive dite *"de la deuxième position"*.

Amorcée dès juin dans un document d'étude à usage exclusif de l'Etat-Major, elle ne prit forme définitive que le 22 décembre 1917, dans un contexte stratégique alors très défavorable aux alliés : armistice de Brest-Litovsk (27 novembre), épuisement de l'armée britannique après la longue bataille des Flandres (de juillet à novembre) et celle de Cambrai (20 novembre), désastre italien à Caporetto (24 octobre), lenteur de la montée en puissance de l'armée américaine...

Devant la certitude d'une offensive allemande de grande envergure, avec l'engagement de 50 divisions rendues disponibles par la défection russe, Pétain

voulait éviter l'usure irrémédiable de son armée. Pour y parvenir, il entendait mener la bataille défensive, selon les principes suivants :

«tenir les premières positions de manière à y briser, tout au moins ralentir et disloquer le premier élan de l'ennemi ;

ne consacrer cependant initialement à la défense de ces premières lignes que les moyens nécessaires pour assurer un bon rendement des organisations faites... et, en tout cas, pour garantir la mise en place des gros sur les deuxième positions et sur les positions de bretelle.

Assurer, en tout état de cause, l'intégrité des deuxième positions et des positions de bretelle".

Conscient des réticences de ses grands subordonnés, Pétain multiplia en janvier 1918 les visites dans les états-majors pour les convaincre. L'instruction du 24 janvier, dont les termes ont été longuement soupesés par lui, compléta la directive de décembre en matière de combat défensif. L'instruction *"1) définit la notion fondamentale de champ de bataille d'armée (et non de position de bataille) 2) indique les règles qui découlent de cette notion fondamentale pour la mise en œuvre des moyens..."*

Pourquoi cette insistance ? Pétain avait conscience de l'énorme changement qu'il imposait. En effet, comment faire admettre, après trois ans d'une lutte où chaque mètre de terrain avait été conquis ou reconquis au prix du sang, que le succès défensif devait commencer par un abandon de terrain ! A cet argument moral s'ajoutaient les difficultés techniques pour équiper cette deuxième ligne. C'était pourtant cette tactique que l'armée allemande avait adoptée sur le Chemin des Dames... Pétain rencontra, non seulement la réticence de nombre de ses généraux, mais aussi l'opposition du nouveau chef du gouvernement,

Clemenceau qui, également ministre de la guerre, se piquait de tactique ! Pétain ne céda pas. La suite de la guerre allait montrer la pertinence de cette option défensive en profondeur :

- pour ne pas l'avoir appliquée le 27 mai 1918 au Chemin des Dames, la VI^e armée du général Duchêne se retrouva refoulée jusqu'à la Marne et Château-Thierry ;

- le 15 juillet, sur les Monts de Champagne, la dernière offensive allemande fut définitivement enrayée par la IV^e armée du général Gouraud, qui s'était finalement rallié aux vues de Pétain.

Je terminerai cette longue partie par une courte citation du général De Gaulle, tirée de son livre *La France et son armée* :

"Un chef a paru, qui inculque à l'armée l'art du réel et du possible. Du jour où l'on dut choisir entre la ruine et la raison, Pétain s'est trouvé promu" (7).

III) Le commandement interallié unique :

On parle à ce sujet de l'accord de Doullens ; il aurait pu s'appeler l'accord de Compiègne. C'est la menace pesant sur la ville - et le G.Q.G.-, les emplois du temps respectifs des différents responsables qui en décidèrent autrement. Mais, au-delà des péripéties, il faut expliquer le laborieux enfantement du commandement unique interallié (8).

En 1914, le poids prépondérant de l'armée française, l'autorité naturelle de Joffre, son prestige après la victoire de la Marne lui permirent de jouer ce rôle de commandant en chef interallié sans en avoir le titre. En 1915 et 1916, après les succès relatifs et les lourdes pertes lors des différentes offensives, son prestige décrut fortement.

Pour satisfaire les parlementaires, qui supportaient de plus en plus difficilement ce qu'ils appelaient la «dictature de Chantilly»

Briand lâcha Joffre, le fit Maréchal, mais le poussa à la démission. Nivelles, son successeur, obtint de Lloyd George la subordination provisoire de l'armée anglaise à ses directives pour les offensives de printemps. Mais son échec rendit sa liberté d'action à Haig. Il n'y avait plus de commandement unique !

La catastrophe de Caporetto (24 octobre) relança le processus. A Rapallo (6-7 novembre 1917), les chefs de gouvernements décidèrent de créer un Conseil supérieur pour «veiller à la conduite de la guerre» : «*Chaque état est représenté par deux membres du gouvernement*». A côté du Conseil, (dont les réunions mensuelles étaient prévues à Versailles), fut institué un Etat-Major de conseillers techniques, les "représentants permanents", dont le rôle était "d'étudier les plans généraux d'opérations préparés par les commandants en chef". Mais ces derniers restaient seuls responsables devant leurs gouvernements respectifs.

Comment expliquer ce compromis boiteux ? D'une part, le principal allié, l'Angleterre, rechignait toujours à confier le commandement et le sort de son armée à un général français, fût-ce Foch. D'autre part un commandant unique supposait l'existence d'un accord politique sur la conduite stratégique de la guerre pour 1918 ; or, malgré la certitude de la défection russe, on en était encore loin. La conférence de concertation qui se tint à Compiègne, le 24 janvier, tenta d'aborder le problème sous un autre angle : la constitution d'une Réserve Générale Interalliée (R.G.I.) (point 3 de l'ordre du jour du document exposé), qui inévitablement, appelait un commandement unique. Les 1er et 2 février, à Versailles, le Conseil supérieur de guerre décida de créer cette R.G.I., chargeant un Comité exécutif de "fixer la composition, l'emploi, le lieu de la contre-offensive". Sur proposi-

tion de Lloyd George la présidence du comité fut confiée à Foch. Dès le début, le Comité se heurta aux commandants en chef. Pétain refusa de mettre à sa disposition les 30 divisions demandées, au motif qu'il devait préparer le combat défensif qui s'annonçait ; il estimait que 14 divisions suffisaient. Haig répondit dans le même sens.

Le 18 février, Pétain réduisit encore sa participation : 8 divisions, y compris deux encore en Italie ! Le 2 mars, Haig refusa tout concours. C'était l'impasse. Que faire ? Changer les commandants en chef qui désobéissent au Comité ? Désavouer le Comité en abandonnant le principe de la R.G.I. ? Nommer un généralissime coiffant les généraux en chef ?

A Londres, les 14 et 15 mars, après des réunions animées, Clemenceau, se rangea finalement à l'avis de Lloyd George : "Il n'est pas question d'abandonner le principe de la R.G.I. mais il est impossible d'ôter des divisions à Haig et à Pétain".

Ainsi, faute de plan d'ensemble bien arrêté, renâclant encore devant la mise en place d'un commandement unique, le Conseil se contenta des accords de soutien réciproque, conclus entre les généraux en chef. (accord de Nesle du 21 février pour l'engagement de 30 à 40 divisions d'infanterie françaises ; accord de Compiègne du 22 février pour l'appui anglais, limité à 8 D.I.). La solidité de ces accords allait être soumise à rude épreuve par la puissante offensive allemande de Picardie déclenchée le 21 mars 1918 (cf. carte 3).

Les 24 et 26, on était au bord de la rupture, chaque commandant en chef cherchant avant tout à conserver la cohésion de son armée. Les divergences étaient surtout de nature stratégique : Pétain se préoccupait de couvrir Paris, Haig de protéger ses bases

de ravitaillement. Conscient de la gravité de la situation (la brèche entre les armées britanniques et françaises dépassait alors 20 km) et de ses conséquences, Foch alerta Clemenceau (venu voir Pétain dès le 23 au soir) : "non seulement il faut un organe directeur de la guerre, mais un chef unique".

Une nouvelle conférence interalliée se tint à Compiègne le 26 en fin d'après-midi ; y assistaient Poincaré, Clemenceau, Foch, Pétain et Lord Milner, ministre de la guerre anglais. Le même jour une autre réunion eut lieu à Abbeville, entre les généraux Haig, Wilson (nouveau chef d'état-major anglais, favorable aux vues françaises) et Weygand (adjoint de Foch). L'idée d'un commandement unique pour faire face à la percée allemande était en voie de se concrétiser.

Elle fut réalisée le lendemain 26 mars, à Doullens (où Haig avait convoqué ses commandants d'armées). Aux paroles énergiques de Foch ("Il faut vaincre devant Amiens. Il faut se battre là où nous sommes"), Haig répondit par des mots décisifs, dans un style très...britannique ! "Si le général Foch consentait à me donner des conseils, je les suivrais bien volontiers". Selon les termes du libellé final de l'accord, signé par Clemenceau et Lord Milner : "le général Foch est chargé par le gouvernement britannique et français de coordonner l'action des armées alliées sur le front de l'ouest".

A Beauvais le 3 avril, où il avait installé son P.C., Foch vit ses pouvoirs étendus aux armées américaines et italiennes (Abbeville). En obtenant la direction stratégique des opérations, il put donc mener une action coordonnée, lors de l'offensive allemande lancée dans les Flandres le 9 avril.

Le 14, le général Foch était enfin reconnu par les gouvernements comme "commandant en chef des armées alliées".

Ainsi, comme l'avait un jour prophétisé Clemenceau, c'était l'aide du canon allemand qui avait fini par convaincre les Anglais ! C'est sans doute en évoquant ces péripéties que le maréchal Foch dira plus tard : "Depuis que je sais ce qu'est une coalition, j'admire beaucoup moins Napoléon". Heureusement pour lui et pour nous, Ludendorff n'était pas Napoléon...

NOTES :

(1) Guy PEDRONCINI, *Pétain, général en chef, 1917 - 1918*, Paris, P.U.F., 1974, 460 p.

(2) Colonel de SERRIGNY, *Trente ans avec Pétain*, Paris, Plon, 1954.

(3) Leurs noms figurent au bas de la photo, reproduite en p. 41.

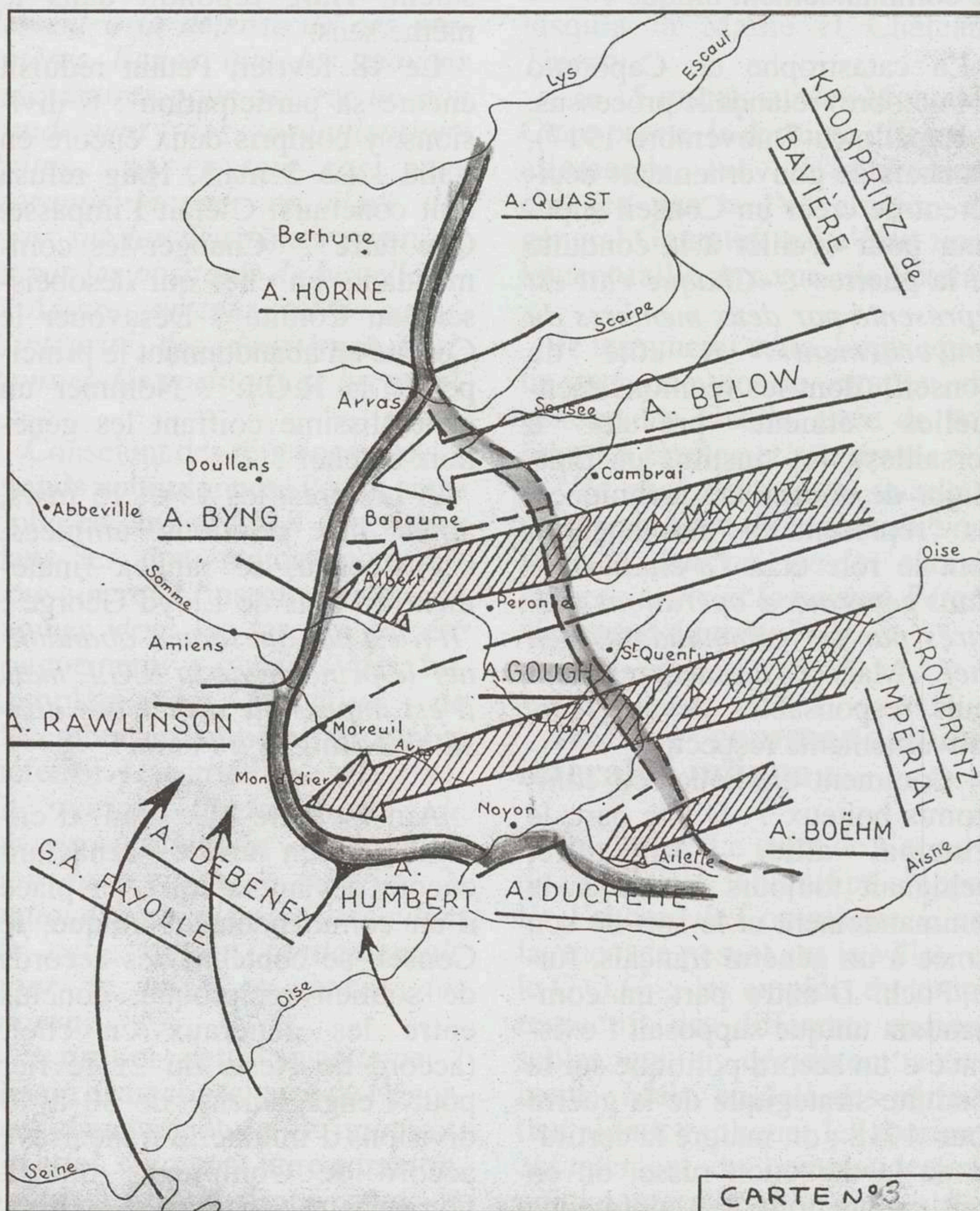
(4) Chef du 2ème bureau de l'Etat-major (renseignements).

(5) Général ZELLER, *Papiers privés*.

(6) Guy PEDRONCINI, *Les mutilés dans l'armée française*, Paris, P.U.F., 1967, rééd. 1983, 325 p.

(7) Charles DE GAULLE, *La France et son armée*, Paris, Plon, 1938, rééd. 1971.

(8) L'ouvrage de référence est : Général MORDACQ, *Le commandement unique, comment il fut réalisé*, Paris, 1929.



Carte N° 3 :
L'offensive allemande de Picardie, 21 mars - 6 avril 1918

COMPLEMENT BIBLIOGRAPHIQUE :

- Commandant LAURE, *Au 3° bureau du troisième G.Q.G., 1917 - 1919*, Paris, 1922.

- Jean de PIERREFEU, *Trois ans au G.Q.G. secteur I*, Paris 1920.

- Guy PEDRONCINI, *1917, les mutilés dans l'armée française*, Paris, Juillard, «Archives», 1968, 289 p.